

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX

INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 3(F)

3 octobre 2004

Allocution de M. **JAMES D. WOLFENSOHN**,
Président du Groupe de la Banque mondiale,
devant le Conseil des gouverneurs en séance plénière

Placer le XXI^e siècle sous le signe de la sécurité

James D. Wolfensohn

Assemblées annuelles 2004

Dimanche 3 octobre 2004

Introduction

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite à tous la bienvenue à ces Assemblées annuelles — 60 ans après la fondation des institutions de Bretton Woods.

Je tiens tout d'abord à saluer mon nouveau collègue, Rodrigo de Rato, Directeur général du FMI. Nous travaillons déjà en collaboration étroite et j'ai pu vite apprécier à sa juste valeur sa grande expérience et la sûreté de son jugement. Mes collègues et moi-même souhaiterions également féliciter mon ami, Horst Koehler, pour sa nomination à la présidence de l'Allemagne, et le remercier de son importante contribution aux travaux de nos deux institutions.

Le Groupe de la Banque mondiale a une noble et longue histoire. Nous avons contribué à la reconstruction des pays après la seconde guerre mondiale avant de nous atteler à la tâche de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Nous avons été un vecteur de croissance équitable.

Bien que les actionnaires de la BIRD n'aient versé que 11 milliards de dollars, nous avons accordé des prêts pour un montant approchant 400 milliards de dollars. Fondée en 1956, la SFI a injecté 67 milliards de dollars sur les marchés émergents. La MIGA a émis des garanties à hauteur de 13,5 milliards de dollars. Quant au CIRDI, il a été saisi de 159 affaires dans lesquelles il a aidé à régler des différends.

Grâce aux contributions des bailleurs de fonds et au réemploi des remboursements des emprunteurs, l'IDA a engagé 151 milliards de dollars. Les pays pouvant emprunter à l'IDA abritent 80 % des personnes les plus pauvres du monde, celles qui vivent avec 1 dollar par jour. L'IDA est un outil tout à fait remarquable, conçu pour être efficace et responsable. J'espère que nos actionnaires accroîtront leurs contributions lors de la prochaine reconstitution des ressources de cette institution.

L'IDA doit rester forte.

Je suis fier de ce que notre institution a accompli au cours des dix dernières années. Nous avons peut-être 60 ans, mais nous sommes jeunes, tous unis derrière un objectif commun : « Combattre la pauvreté avec passion ».

Nous cherchons à aider nos clients en les considérant comme des partenaires, respectant leur culture et leurs aspirations. Nos services eux-mêmes sont le reflet d'une grande diversité, les membres de notre personnel venant de 140 pays.

Plus des deux tiers de nos directeurs sont aujourd'hui affectés dans les pays dont ils ont la charge ; nos bureaux sont reliés par satellite, faisant entrer les vidéoconférences et le transfert des savoirs à distance dans notre quotidien. Nous sommes l'une des entreprises les plus modernes de la planète.

Pendant toutes ces années, nous nous sommes attachés à placer nos clients aux commandes. Nous écoutons plus et professons moins. Et nous n'hésitons pas à faire notre autocritique.

Nous proposons des financements pour réaliser des projets, transférer des savoirs, faisant profiter nos clients de notre expérience mondiale. L'Institut de la Banque mondiale, qui s'est beaucoup étoffé, joue un rôle clé à cet égard, tout comme le Portail du développement, un organe affilié, qui, par la voie de l'Internet, propose des renseignements sur les projets de développement et fait des synthèses des acquis.

Nous avons élargi notre conception du développement pour la rendre plus globale. Nous nous sommes attaqués à la question de l'endettement, en lançant l'Initiative PPTE, et à la corruption, en associant à notre action les gouvernements de plus de 100 pays.

Notre stratégie repose sur deux pôles : investir dans le capital humain et créer un cadre d'activité économique stable pour faciliter l'investissement et créer des emplois.

La coopération avec le secteur privé est au cœur des activités de notre Groupe. Partout dans le monde, nous continuons à tirer parti de la contribution, comme des critiques, d'une société civile dynamique.

L'être humain est la raison d'être du développement. Nous mettons l'accent sur l'importance du rôle des femmes et des jeunes dans le développement, et sur les besoins particuliers des communautés autochtones, des Roms, des minorités laissées pour compte et des handicapés.

L'environnement est aussi au centre de notre action car nous savons qu'il est tout simplement impossible de promouvoir un développement réel et durable sans protéger notre planète.

Nous savons que pour être efficace, il nous faut travailler en partenariat avec d'autres. Nous nous sommes tournés vers les Nations Unies et vers tous les autres organismes d'aide bilatérale et multilatérale. Et pour gagner encore en efficacité, nous harmonisons davantage nos actions avec celles des autres.

La tâche est immense. Il semble que les problèmes et les difficultés soient sans fin. Mais nous progressons, et je tiens ici à remercier tous mes collègues pour leur travail extraordinaire et leur volonté d'aboutir. Il n'existe aucun groupe de personnes plus capables et plus déterminées à forger un monde meilleur que l'équipe du Groupe de la Banque mondiale.

Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude aux Administrateurs qui siègent actuellement au Conseil, ainsi qu'à leurs prédécesseurs, pour leurs nombreuses et précieuses contributions. Ils jouent un rôle crucial mais parfois difficile en leur double qualité de dirigeants de l'institution et de représentants de leur pays.

Un monde sans sécurité

Lors des Assemblées annuelles passées, j'ai abordé avec vous de nombreux sujets, tels que le difficile combat contre l'exclusion, le cancer de la corruption, l'importance d'un développement global et la nécessité d'un nouvel équilibre mondial entre les riches et pauvres.

Aujourd'hui, je voudrais vous poser une question, peut-être la plus difficile à laquelle il nous sera demandé de répondre au cours des prochaines années. Comment peut-on mieux s'attaquer aux grands problèmes internationaux — la pauvreté, l'iniquité, l'environnement, le commerce, les substances illicites, les migrations, les maladies et, bien sûr, le terrorisme ?

Nous affichons, cette année, une croissance économique record. Pourtant, l'avenir nous semble plus incertain. Au fond de nous-mêmes, nous éprouvons une inquiétude lancinante face à la manière dont le monde évolue.

Il suffit de regarder les barrières en béton qui entourent ces bâtiments pour comprendre à quel point la situation a changé depuis quelques années. Ces barrières ne sont pas là pour retenir les manifestants. Elles sont là à cause des terroristes. Un ordinateur trouvé au Pakistan nous a appris que la Banque et le FMI étaient des cibles d'Al-Qaida. La terreur est arrivée à nos portes.

Nous avons récemment été témoins de scènes qui nous font douter de la nature humaine. Des guerres sanglantes en Afghanistan, en Iraq et dans une grande partie de

l'Afrique. Une tuerie et un génocide indescritibles au Darfour. Des actes de terrorisme inqualifiables à Bali et à Madrid. Des affrontements de plus en plus violents entre Israël et les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. À Beslan, des enfants pris en otage et abattus dans le dos. À Bagdad, des innocents brutalement décapités à la télévision.

Face à toutes ces horreurs, nous nous préoccupons maintenant de notre sécurité. De toute évidence, il est juste de combattre, ensemble, le terrorisme. Il le faut. Toutefois, cette préoccupation immédiate risque de nous faire perdre de vue les causes profondes et toutes aussi impérieuses de l'insécurité dans le monde : la pauvreté, le sentiment d'impuissance, l'absence d'espoir.

Au cours des dix dernières années, Elaine et moi-même nous sommes rendus dans plus d'une centaine de pays et, partout, nous avons rencontré la pauvreté — dans des villages et des bidonvilles, dans des zones rurales isolées et dans des quartiers insalubres.

Tout comme chacun de nous ici, les pauvres aspirent à la sécurité et à la paix. Les femmes veulent vivre loin des actes de violence perpétrée contre elles à la maison et à l'extérieur. Elles veulent que leurs enfants soient instruits. Elles veulent être entendues et respectées. Elles veulent conserver leur intégrité culturelle. Elles veulent l'espoir.

Les pauvres veulent vivre en sécurité — bien qu'ils ne définissent pas celle-ci comme nous. Pour eux, la sécurité n'est pas affaire de barrières en béton ou de puissance militaire. Pour eux, la sécurité c'est la possibilité d'échapper à la pauvreté.

Si nous voulons la stabilité sur notre planète, nous avons le devoir de nous battre pour mettre fin à la pauvreté. Qu'il s'agisse des participants à la Conférence de Bretton Woods, des membres de la Commission Pearson, de la Commission Brandt, de la Commission Brundtland, ou de nos dirigeants réunis en 2000 au Sommet du Millénaire — et ici encore aujourd'hui — tous confirment que l'éradication de la pauvreté est au cœur de la paix et de la stabilité.

La pauvreté demeure le principal défi de notre époque

Nous pouvons relever ce défi

Nous le savons, le développement est une entreprise viable. Ne serait-ce qu'au cours des vingt dernières années, la proportion de personnes en situation de pauvreté dans le monde a été réduite de moitié, passant de 40 à 21 %. Dans les pays en développement, l'espérance de vie a augmenté de 20 ans, tandis que l'analphabétisme des adultes a diminué de moitié, tombant à 22 %.

François Bourguignon, l'économiste en chef de la Banque, et moi-même avons publié, pour les présentes assises, un rapport qui passe en revue les enseignements tirés du développement au cours des dix dernières années et jette un regard prospectif sur les défis futurs.

Nous pouvons nous inspirer de ces enseignements. Au cours de la conférence que nous avons organisée à Shanghai conjointement avec le Gouvernement chinois au début de cette année, les pays en développement nous ont fait part de leurs succès et de leurs échecs. Plus de 100 études de cas ont démontré qu'il est possible d'enclencher un développement accéléré si nous traitons les personnes défavorisées comme des vecteurs du changement — et non des assistés.

Nombre d'entre vous ont pris part aux réunions de Doha, Monterrey et Johannesburg, au cours desquelles les pays développés ont pris des engagements sur l'aide, le commerce et l'allègement de la dette. Et permettez-moi d'ajouter que nous soutenons sans réserve les propositions que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Brésil et d'autres pays ont faites sur l'aide et la réduction de la dette. Les pays en développement quant à eux ont promis de faire beaucoup plus pour renforcer leurs capacités et leurs institutions, leurs dispositifs juridiques et judiciaires, améliorer leurs systèmes financiers et la transparence, et combattre la corruption.

Nous nous réunirons l'année prochaine aux Nations Unies pour examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire, alors que seulement dix petites années nous séparent de 2015. Grâce à la Chine et à l'Inde, nous savons que l'objectif global de réduire la pauvreté de moitié sera probablement atteint. Toutefois, nous savons déjà que pour la majorité des pays, la plupart des autres objectifs ne seront pas atteints. L'Afrique en particulier restera à la traîne.

Qu'allons-nous donc faire ? Que feront nos enfants d'un monde qui, en 2015, s'annonce encore plus déséquilibré, où l'insécurité règnera encore plus qu'aujourd'hui ?

À mon sens, Monsieur le Président, nous avons le devoir, en tant que communauté internationale, de redoubler d'effort. Nous devons faire preuve de plus d'habileté à gérer les principaux dossiers internationaux qui détermineront notre avenir. Trois priorités urgentes s'imposent à mon avis :

- protéger la planète — à travers une meilleure gestion de notre environnement ;
- intensifier la lutte contre la pauvreté ; et
- donner à nos jeunes une autre éducation pour le 21^e siècle et susciter leur espoir.

Permettez-moi d'aborder chacun de ces sujets.

Protection de la planète : viabilité écologique

D'abord, la protection de notre planète.

Nous devons promouvoir la croissance tout en ayant pleinement conscience des systèmes naturels qui perpétuent la vie. La croissance économique ne saurait se faire au détriment du milieu naturel. Les deux se complètent mutuellement.

Nous devons tous apprendre à mieux protéger notre fragile environnement et nous attaquer au problème du réchauffement de la planète. La conférence de Stockholm sur l'environnement a eu lieu il y a trente ans, et malgré les progrès accomplis dans certains domaines, l'exploitation abusive que nous avons faite de notre environnement depuis lors est alarmante.

Les habitants des pays riches exploitent abusivement et gaspillent des quantités considérables d'énergie. Un Américain ou un Canadien moyen consomme 9 fois plus d'énergie qu'un Chinois, et 12 fois plus d'énergie qu'un Africain. Et avec les changements climatiques, les plus exposés aux ravages de la sécheresse et des inondations seront les pauvres des petits États insulaires, de l'Amérique latine, des pays d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne.

L'abattage des forêts se poursuit sans relâche. Un quart des mammifères et un tiers des poissons sont vulnérables ou courent le risque d'une extinction immédiate, tandis que 90 % des grands poissons ont été éliminés des océans.

Monsieur le Président, nous nous sommes révélés plus habiles à créer des *menaces* pour notre environnement qu'à le *préserver*.

J'en ai eu la confirmation il y a deux semaines lorsque j'ai rencontré un paysan certes pauvre mais fier, qui vit près de Machu Picchu, dans les hautes terres du Pérou. Il était venu à Washington, avec des milliers d'autres membres de populations autochtones,

pour l'inauguration du Musée national des Amérindiens tandis que nous tenions, à la Banque, une réunion sur la culture et le développement.

Il portait le bonnet et le vêtement en laine traditionnels et il avait le visage buriné par des années de vie en haute altitude, sur des terres balayées par le vent. Il m'a expliqué en quechua, sa langue natale, que ses montagnes étaient « tristes ». Les glaciers qui s'y forment depuis des milliers d'années étaient autrefois le « sourire » sur le visage de la montagne, mais maintenant ils diminuent chaque année un peu plus. Et lorsqu'ils reculent, il n'y a plus d'eau pour alimenter les lacs et les cours d'eau. Les animaux souffrent — chez l'alpaga, le rendement a diminué de moitié. Le revenu de la vallée a chuté de 50 %. Les paysans abandonnent leur terroir.

Alors, cet homme venu du Machu Picchu a tout simplement demandé : « Pouvez-vous m'aider à faire revenir mes glaciers ? »

Pour ceux qui doutent de l'impact du réchauffement de la planète, c'est un urgent appel au secours. Pour cet homme, le problème n'est pas une menace théorique à long terme — il est présent, immédiat. Pour lui, c'est une question de sécurité.

Peut-être ce cri est-il en train d'être entendu. Je me réjouis de la récente décision des autorités russes de ratifier le Protocole de Kyoto. Nous devons mettre à profit cette initiative qui vient d'être prise et bien d'autres signaux favorables, afin d'obtenir l'engagement politique de nos dirigeants à s'acquitter des obligations communes auxquelles ils ont souscrites lors du Sommet de Johannesburg.

S'il est vrai que les problèmes environnementaux nous affectent tous, les populations défavorisées sont celles qui en subissent particulièrement les conséquences. Nous devons accorder plus d'attention aux énergies renouvelables. Le recours à des technologies nouvelles et moins polluantes pourrait permettre aux plus démunis de profiter des fruits du développement, sans avoir à payer le même tribut que les pays développés.

Nous devons honorer notre promesse de préserver notre planète.

Élargir la lutte contre la pauvreté

Dans la lutte contre la pauvreté, la deuxième promesse que nous devons tenir est de passer à la vitesse supérieure.

Les données fondamentales sont connues de tous. La moitié des habitants de la planète vivent avec moins de 2 dollars par jour. Une personne sur cinq vit avec moins de 1 dollar par jour. Deux milliards d'êtres humains viendront s'ajouter à la population mondiale au cours des 25 prochaines années — 97 % d'entre eux dans des pays en développement et la plupart dans des familles pauvres.

Au cours des dix dernières années, l'efficacité de l'aide au développement a connu une révolution tranquille. En effet, les pays s'approprient leurs propres programmes, l'aide récompense les bonnes politiques et les bailleurs de fonds coordonnent davantage leurs interventions. Grâce à ces différentes évolutions, nous pouvons faire doubler, voire tripler l'impact de l'aide au cours de la prochaine décennie.

Nous pouvons également conduire les projets à plus grande échelle pour toucher un plus grand public. Il n'est nullement besoin de rappeler que cette question préoccupe réellement la Banque et ses partenaires. Il nous arrive de réaliser un projet de construction de cinq écoles ou de 100 miles de routes ou de lancer 10 programmes de proximité, là où il faudrait plutôt 5 000 écoles, 10 000 miles de routes ou 5 000 programmes.

Lors de la conférence de Shanghai, nous avons appris comment extrapoler à plus grande échelle des petits projets concluants. Ces projets partagent certaines caractéristiques : le maintien d'une même direction pendant plusieurs années, le recours à

des modèles simples et faciles à reproduire, et la pleine participation des populations défavorisées.

Pour illustrer mon propos, permettez-moi de citer une expérience personnelle.

En 1996, lors d'une visite en Chine, j'ai rencontré une femme originaire du plateau de Loess, une région aride et montagneuse dans laquelle nous financions un projet agricole. Vivant dans une grotte, privée d'eau courante et d'électricité, elle avait peu de possibilité d'améliorer son existence.

C'est avec émotion que je l'ai revue au printemps dernier. Elle m'a alors raconté combien sa vie s'était améliorée, au point qu'elle possède à présent deux grottes munies de portes et de fenêtres et qu'elle a accès à l'eau et à l'électricité. Elle m'a également expliqué qu'elle a acheté une moto à son fils, que son fils a trouvé une femme, et qu'elle envisage maintenant d'envoyer sa fille à l'école.

Comme elle, trois millions de personnes ont retrouvé l'espoir grâce à une série de 32 projets similaires lancés sur une période de 10 ans dans cette région. Ces projets ont été exécutés par des milliers d'individus armés de pelles, qui ont transformé littéralement ce terrain rocailleux en sol cultivable. La région n'est plus aride et menaçante ; elle est devenue luxuriante, une terre de cultures et d'élevage.

En collaboration avec nos partenaires en Chine, nous avons assuré la direction des opérations pendant ces dix années, en utilisant le même schéma d'exécution, tout en l'adaptant en fonction des acquis. Ces acquis sont actuellement réutilisés ailleurs en Chine pour le bien de millions de personnes vivant sur des terres marginales.

Le message qui se dégage est sans équivoque : nous sommes capables d'extrapoler à plus grande échelle la lutte contre la pauvreté et, ce faisant, de promouvoir une plus grande sécurité dans le monde.

Les jeunes et l'éducation

La pauvreté est sans nul doute un souci majeur pour les jeunes — et la jeunesse constitue la troisième préoccupation qui mérite, à mes yeux, une réponse urgente.

Près de la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 24 ans. La moitié des 14 000 nouveaux cas de séropositivité qui se déclarent chaque jour frappe les 15-24 ans. Plus de 50 % des jeunes en âge de travailler n'arrivent pas à trouver un emploi. Fait inquiétant, les jeunes sont de plus en plus souvent impliqués dans les conflits — soit comme victimes ou, chose tout aussi tragique, comme soldats.

Que pouvons-nous faire pour eux et pour nous-mêmes afin de créer les conditions de la paix ?

J'ai appris une chose. C'est que nous devons associer la jeunesse à la recherche de la solution. Le mois dernier, lorsque j'ai rencontré à Sarajevo des animateurs de mouvements de jeunes de 83 pays, j'ai été frappé par leur sincère désir de bâtir un avenir meilleur, empreint d'harmonie, de respect et de paix. Les jeunes Bosniaques, Serbes et Croates que j'ai rencontrés avaient hâte de tourner la page sur le passé de leur pays. Mais ils se plaignaient que les adultes les freinaient dans leur élan. Comme à Paris l'année d'avant, ils m'ont répété qu'ils ne sont pas l'avenir —, mais plutôt le présent.

Nous devons aider les jeunes en leur donnant une éducation pour leur permettre de se créer un monde meilleur. Cela commence par le développement de la petite enfance — car on sait que l'avenir de l'enfant est en grande partie déterminé par les six premières années de sa vie.

Je suis très fier du fait que la Banque joue un rôle de chef de file dans ce domaine. Nous avons investi plus d'un milliard de dollars dans l'éducation des enfants, et nous mettons notre expérience mondiale à la disposition de tous par le biais de notre site Internet.

De même, nous cherchons activement à scolariser tous les enfants dans le primaire d'ici 2015, l'un des objectifs pour le Millénaire. Mais nous devons admettre que l'éducation ne consiste pas uniquement à inscrire les enfants à l'école. La qualité et le contenu sont primordiaux — et les enfants doivent rester à l'école.

Les enfants des pays développés et des pays en développement doivent apprendre à mieux se connaître mutuellement. Je crains que l'on ne leur inculque aujourd'hui trop de haine sans qu'il soit possible d'effacer plus tard cet acquis.

Donner aux enfants une éducation de qualité n'est pas seulement ce qu'il y a de mieux à faire, une telle éducation a également une incidence considérable sur le développement. Si les 115 millions d'enfants actuellement non scolarisés devaient fréquenter l'école primaire, on pourrait éviter quelque 7 millions de nouvelles infections au VIH au cours de la prochaine décennie. C'est pourquoi nous avons lancé, il y a deux ans, l'initiative pour une mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous afin de faciliter l'accès à l'enseignement primaire pour les enfants non encore scolarisés. Où en sommes-nous ?

Nous avons estimé que des flux d'aide additionnelle de 3,6 milliards de dollars sont nécessaires annuellement, au cours des prochaines années, pour permettre à tous les enfants de terminer l'enseignement primaire. Cela revient à consacrer 1 200 dollars par classe de 40 élèves pour prendre en charge le traitement de l'enseignant, les manuels scolaires et la salle de classe, soit 30 dollars par enfant non scolarisé. Ce chiffre est à rapprocher aux 150 dollars par personne actuellement affecté à l'armée et à la défense.

La communauté internationale n'est malheureusement pas encore parvenue à mobiliser cette somme. Nous décevons les enfants — comme nous l'avons fait en 1990 à Jomtien, en 2000 à Dakar et encore en 2002 à Monterrey.

Nous ne tenons pas notre promesse.

Leadership mondial pour le XXI^e siècle

Monsieur le Président, ces questions — protection de la planète, élargissement de la lutte contre la pauvreté et éducation des jeunes — sont parmi les premières à régler pour que notre monde vive plus en sécurité. Nous savons ce qu'il y a lieu de faire. Pourquoi ne le faisons-nous pas ?

Je pense que cela est dû au fait qu'en tant que communauté internationale nous ne gérons pas assez efficacement les questions mondiales. Et pourtant, plus que jamais auparavant, les questions les plus importantes qui nous interpellent sont de portée mondiale et non nationale, s'inscrivent dans le long terme et non dans le court terme.

Notre système consiste actuellement à tenir une série de réunions mondiales au cours desquelles nous convenons des objectifs à atteindre sur tous les plans : de l'environnement à l'éducation, en passant par l'importance de l'égalité des sexes. Au cours des dernières années, sous la conduite éclairée de son Secrétaire général, Monsieur Kofi Annan, l'ONU a organisé plusieurs conférences internationales. En 2000, comme on le sait, le Sommet du Millénaire a fixé pour 2015 des objectifs qui ont été adoptés à l'unanimité.

Appuyés par les organisations internationales et des institutions concernées, les gouvernements nationaux s'efforcent de réaliser ces objectifs. À intervalles d'environ cinq ans, une autre réunion mondiale se tient pour faire le bilan. La réunion conclut généralement que les objectifs n'ont pas été atteints. De nouvelles promesses sont faites. Blâmes et félicitations sont distribués et l'on repart pour une nouvelle échéance de cinq ans.

Au cours de ces cinq années, divers groupes de chefs d'État et de ministres passent un ou deux jours par an à débattre de l'un ou l'autre des objectifs et engagements fixés ou pris à l'échelon mondial. La réunion annuelle la plus en vue est celle du G8.

Mais il en existe de nombreuses autres : celles des G10, G20, G24, et G77. De même que des groupes régionaux des dirigeants d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe, et d'ailleurs.

Bien que ces réunions aient beaucoup contribué à la promotion du développement au cours des vingt ou trente dernières années, nous sommes en retard par rapport aux objectifs que nous nous sommes fixés. Nous avons besoin d'un leadership plus fort et nous devons nous mobiliser de façon plus soutenue sur les grands dossiers internationaux.

C'était bien cette idée qui était à l'origine du G7 lorsqu'il s'est réuni pour la première fois il y a un quart de siècle. Les dirigeants des principaux pays ont alors reconnu qu'il leur fallait consacrer deux jours par an à l'examen des questions d'intérêt mondial qui s'inscrivent dans la durée. Leurs rencontres sont extrêmement importantes et très médiatisées. Elles cristallisent l'attention du monde entier sur les grands dossiers.

Les défis mondiaux n'en sont que plus difficiles à relever. Et l'équilibre entre le monde développé et le monde en développement s'est considérablement modifié au cours des 25 dernières années et devrait se modifier davantage.

Peut-être les dirigeants du G8, qui en ont déjà tant fait, seraient-ils prêts à se réunir plus fréquemment, en élargissant leur cercle aux représentants d'autres parties du monde, pour rechercher de nouveaux moyens de répondre aux problèmes urgents de la planète. Ils pourraient ainsi rendre compte des progrès au plan mondial et faire connaître les actions menées pour aboutir aux objectifs poursuivis et aider à faire en sorte que les promesses soient bien tenues.

Désormais, nous sommes citoyens d'un pays mais aussi citoyens du monde. Si les dirigeants du monde ne s'impliquent pas de façon manifeste, nous ne ferons pas les progrès nécessaires pour assurer véritablement la sécurité et la paix.

Conclusion : Nous devons tenir nos promesses

Monsieur le Président, nous formons un seul monde. La dégradation de l'environnement chez le voisin, c'est la dégradation de l'environnement chez nous. La pauvreté chez le voisin, c'est la pauvreté chez nous. Le terrorisme chez le voisin, c'est le terrorisme chez nous. Un attentat à la bombe à Bali, Madrid ou Moscou fait peur à tous. Nous nous sentons tous en état d'insécurité.

Rendre notre planète équitable et plus sûre est une tâche à laquelle nous devons tous nous atteler — et nous avons besoin pour cela d'un leadership et de volonté politique au plan mondial. C'est la seule façon de tenir nos promesses au paysan du Machu Picchu, à la femme du plateau de Loess et aux jeunes de Sarajevo.

Nous le devons à nous-même. Nous le devons à nos enfants. La sécurité et la paix sont à ce prix.

Je vous remercie de votre attention.

-30-